



Saint-Malon-sur-Mel
AU PLUS PRÈS DE BROCÉLIANDE !

MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

**RÉHABILITATION DE BATIMENTS COMMUNAUX
CONTIGUS EN VUE D'Y CRÉER UN COMMERCE
MULTI-SERVICES ET DES LOGEMENTS
DANS LE BOURG DE SAINT-MALON-SUR-MEL**

MARCHÉ PASSÉ SELON UNE PROCÉDURE ADAPTÉE

REGLEMENT DE CONSULTATION

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

Jeudi 17 juillet 2025 au plus tard à 12h00

Article 1 : Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne un marché de maîtrise d'œuvre portant sur la réhabilitation de bâtiments communaux contigus situés au n°8 et n°10 place de l'Eglise en vue d'y créer un commerce multi-services et des logements.

1.2 - Etendue de la consultation

La consultation est passée en procédure adaptée en application des articles R. 2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Le marché se réfère aux stipulations du cahier des administratives générales applicables aux marchés de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE), sauf dérogations apportées par les pièces particulières.

Article 2 : Organisation de la maîtrise d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est la Commune de Saint-Malon-sur-Mel représentée par Monsieur le Maire.

Adresse :

Mairie de Saint Malon sur Mel

14 rue Saint Jean des Landes

35750 Saint Malon sur Mel

Tél : 02.99.07.57.22

Mail : mairie.st.malon.sur.mel@wanadoo.fr

Article 3 : Composition de l'équipe de maîtrise d'œuvre

Au regard des missions attendues, l'équipe devra présenter des compétences techniques en matière d'architecture (mandataire), d'économie de la construction, de structure, d'acoustique thermique, de fluides. Le mandataire peut s'adjoindre d'autres compétences qu'il souhaite y ajouter.

L'offre, qu'elle soit présentée par un seul candidat ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Il devra également être indiqué les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Article 4 : Forme juridique de l'attributaire :

Les candidats soumissionneront à titre individuel ou sous la forme de groupement d'opérateurs économiques. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- Pour les mandataires, en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- Pour les co-traitants, en qualité de membres de plus de 3 groupements.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses

obligations contractuelles en application de l'article R.2142-24 du Code de la Commande Publique.

En cas de participation en groupement, les candidats indiqueront obligatoirement dans la Lettre de candidature (DC1) ou dans le Document unique de marché européen (DUME) l'identité du mandataire, des autres membres du groupement, ainsi que la forme du groupement. Un même opérateur économique ne pourra être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Il est exigé que le candidat individuel, ou l'ensemble des membres du groupement candidat, ne fassent pas l'objet d'un des motifs d'exclusion prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du Code de la Commande Publique. À défaut, l'offre sera rejetée sous réserve de l'application de l'article L.2141-6 du Code la Commande Publique.

Les candidats devront fournir une offre complète comprenant l'ensemble des renseignements demandés à l'article 10 du présent règlement.

Article 5 : Dossier de consultation

Le dossier de consultation, comprend :

- le présent règlement de la consultation (RC) ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- Les livrables de l'étude de définition et de faisabilité :
 - Relevés des existants : plans topographiques, plans, coupes et façades ;
 - Programme architectural : réglementation, usages et fonctions, tableau de surface programmatique, fiches spatiales détaillées ;
 - Programme spatial : état de l'existant et scénario envisagé ;
 - Programme technique détaillé.

Le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique à l'adresse suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh/>

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Pour le calcul de ce délai, le point de départ pris en compte est la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir effectuer aucune réclamation.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 6 : Présentation des candidatures et des offres

Les candidats devront obligatoirement produire les pièces mentionnées ci-après :

- **Soit compléter le DUME** (Document Unique de Marché Européen) sur la plate-forme de dématérialisation

Dans le cadre de la simplification de réponse, il est désormais possible d'utiliser le DUME établi si possible sur la plateforme de dématérialisation Mégalis.

- **Soit utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)** disponibles gratuitement sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/>

Il s'agit de deux solutions alternatives, si le candidat fait le choix du DUME (solution conseillée par l'acheteur), il n'a pas à utiliser les formulaires DC1 et DC2, et inversement.

Les pièces relatives aux garanties techniques du candidat (critères de sélection des candidatures dans le DUME) à fournir sont les suivantes :

- Les moyens humains (effectif, qualification du personnel composant l'équipe) et matériels (moyens informatiques : poste CAO/DAO, traceurs.) ;
- Description de l'outillage, matériel et de l'équipement technique qui sera utilisé pour l'exécution du marché ;
- La liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé ;
- Des références d'opération spécifiques en rapport avec les missions attendues dans le cadre de ce marché en indiquant le type de prestation, le stade du projet à ce jour, la localisation, le maître d'ouvrage, etc.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur.

Les candidats devront produire, à l'appui de leur offre, les pièces mentionnées ci - après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes ;
- Acte spécial de sous-traitance (DC4) le cas échéant ;
- Une note méthodologique présentant :
 - La démarche organisationnelle et méthodologique envisagée pour chaque élément de mission ;
 - Une description des moyens matériels et humains mobilisés pour effectuer la mission et la composition de l'équipe, les compétences et les références de chacun de ses éléments ;
 - Un calendrier de réalisation de chaque élément de mission ;
 - Bon de visite daté et signé.

Article 7 : Sélection des candidatures et jugement des offres

Le jugement des offres sera conduit dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Il sera effectué selon les critères suivants (avec leur pondération) :

- **Valeur technique de l'offre**, appréciée au regard de la note méthodologique fournie : **70%**, décomposé comme suit :
 - Organisation, méthodologie d'intervention : /20
 - Moyens matériels et humains dédiés : /20
 - Expériences et références dans des domaines similaires : /20
 - Délais et cohérence du calendrier prévisionnel : /10
- **Prix des prestations : 30%**

Des précisions pourront être demandées aux candidats soit lorsque l'offre n'est pas suffisamment claire et doit être précisée ou sa teneur complétée, soit lorsque l'offre paraît anormalement basse.

Le marché ne peut être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise dans un délai de 5 jours francs à compter de la date de réception de la demande du maître d'ouvrage, les justificatifs et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents obligatoire pour l'attribution d'un marché public.

Si le candidat retenu ne peut produire les certificats précités dans le délai fixé par le maître d'ouvrage, son offre est rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat est prononcée par le maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage présente la même demande au candidat suivant dans le classement de jugement des offres.

Article 8 : Négociation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à une négociation, par écrit ou sous forme d'audition, avec au maximum les candidats arrivant en position 1, 2 et 3 du classement des offres au regard des critères d'attribution.

La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre et notamment sur la proposition technique (qualité ...), sans pour autant que les caractéristiques et les conditions d'exécution initiales du marché, telles que définies dans le dossier de consultation, ne soient substantiellement modifiées.

A l'issue de cette audition, les candidats présenteront une offre finale qui sera examinée selon les mêmes critères.

Article 9 : Visite des locaux

Une visite des locaux est organisée par la Commune les jours suivants :

- Le jeudi 3 juillet de 10h30 à 12h00 et de 14h30 à 16h00.
- Le vendredi 4 juillet de 10h30 à 12h00 et de 14h30 à 16h00.
- Le mardi 8 juillet de 10h30 à 12h00 et de 14h30 à 16h00.

Pour préciser le créneau retenu, le cabinet devra prendre contact au moins 48 heures avant cette visite auprès du secrétariat de mairie au 02.99.07.57.22 ou par mail : mairie.st.malon.sur.mel@wanadoo.fr

Article 10 : Remise des plis et modalités

Les candidats transmettront leur proposition **exclusivement par voie électronique**.

Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des offres par voie électronique à l'adresse <https://marches.megalis.bretagne.bzh/>.

Le dossier d'offre dématérialisé devra contenir l'ensemble des pièces prévues à l'article 6. La date limite de réception des offres fixée est indiquée en page de garde du présent document.

Cette date et heure limites sont impératives, les offres qui n'auront pas été adressées ou remises dans le délai imparti seront supprimées (sous réserve de l'application des dispositions spécifiques applicables en cas de copie de sauvegarde).

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres. Toutefois, à l'échéance de ce délai, le pouvoir adjudicateur pourra demander, par écrit, aux candidats de maintenir leur offre pour un nouveau délai.

La remise d'un acte d'engagement signé ne sera exigée que du candidat retenu. Les documents transmis par voie électronique seront rematérialisés. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché.

Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres. Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente. Les candidats doivent tenir compte des aléas des envois électroniques et s'assurer des délais nécessaires à la transmission électronique de leur pli avant la date et l'heure limites de dépôt des offres.

Il est rappelé que la durée d'acheminement de la soumission électronique est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre. Afin de limiter les problèmes techniques lors du dépôt électronique, l'attention des candidats est attirée sur l'importance du nommage des fichiers par des intitulés les plus courts possibles.

Il convient de :

- Proscrire les accents dans les noms de fichiers et plus généralement tous les symboles et caractères spéciaux ;
- Ne pas utiliser les .exe et les macros ;
- Respecter les recommandations formulées par la plate-forme de dématérialisation des offres lors du processus d'envoi (dossier d'offre au format compressé .zip).

Les plis électroniques qui seraient remis ou dont l'accusé réception indiquerait une remise après la date et l'heure limites fixées sont éliminés.

Conformément aux nouvelles règles en vigueur, la signature des offres n'est plus requise au stade de dépôt des plis, mais uniquement au moment de l'attribution du marché.

La vérification d'aptitude à exercer l'activité professionnelle, la capacité économique et financière et les capacités techniques et professionnelles des candidats est effectuée

conformément aux dispositions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la Commande Publique.

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières d'un groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché.

Les candidatures des soumissionnaires faisant l'objet de l'un des motifs d'exclusion prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la Commande Publique et non en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés seront écartées sous réserve de l'application de l'article L. 2141-6 du Code la Commande Publique.

Les candidats qui, le cas échéant après mise en œuvre des dispositions de l'article R. 2144-6 du Code de la Commande Publique, produiraient des dossiers de candidature incomplets, ne seront pas admis à participer à la suite de la procédure de passation conformément à l'article R. 2144-7 de ce même code.

Article 11- Renseignements complémentaires

Tout renseignement complémentaire qui serait nécessaire à la préparation des offres peut être demandé au plus tard huit jours avant la date limite du dépôt des offres par voie électronique sur <https://marches.megalis.bretagne.bzh/> (rubrique « poser une question »).

Pour la computation du délai de huit jours précité, le point de départ est la date de réception par le pouvoir adjudicateur de la demande de renseignement.

Dans un souci d'égalité de traitement des candidats, les réponses seront communiquées à l'ensemble des candidats simultanément.

Article 12 : Voies de recours

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Tribunal territorialement compétent :
Tribunal Administratif de Rennes
Hôtel de Bizien
3 Contour de la Motte
CS44416
35044 Rennes Cedex
Tel : 02 23 21 28 28
Mél : greffe.ta-rennes@juradm.fr
Site : <http://rennes.tribunal-administratif.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Articles R 421-1 à R 421-7 du Code de justice administrative (2 mois à compter de la notification ou publication de la décision de rejet de l'organisme). Articles L 551-1 et R 551-1 du Code de justice administrative pour le référé précontractuel qui peut être exercé depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat. Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés (deux mois à compter de la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique). Articles L551-13 du Code de justice administrative pour le référé contractuel.